

UE - Asie : quelles relations ?

Le temps est-il venu pour l'UE de regarder vers l'Est ?

jeudi 3 avril 2014, par [Michel FOUQUIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Michel FOUQUIN](#), **UE - Asie : quelles relations ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 3 avril 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Dans le cadre du 6e Festival de Géopolitique, le Diploweb.com est heureux de publier cet article de Michel Fouquin qui prononce sa conférence ce jeudi 3 avril à 16 h en A303. Le Festival dure jusqu'à dimanche, dans les locaux de GEM, en accès libre.

Les États-Unis et l'Europe face à l'Asie

[1]

AU-DELÀ des soubresauts qui agitent l'actualité, **le centre économique du monde se déplace**, depuis vingt ans au moins, non pas, comme certains le prévoyait il y a vingt ans, vers le Pacifique mais **vers la Mer de Chine et l'Océan Indien**, achevant le cycle de cinq siècles de domination quasiment sans partage de l'Occident [sur le monde](#) et [l'Asie en particulier](#). [Les États-Unis](#) ont acté cette évolution et ont décidé, sous [la Présidence Obama](#), de réorienter leurs priorités stratégiques vers l'Asie (politique dite du « pivot » vers l'Asie [2]), tout [en proposant à l'Europe un renforcement de l'intégration économique transatlantique](#). Face à ces nouvelles données et à cette réalité incontournable, [l'Europe - l'Union européenne - doit faire des choix stratégiques](#).

Renforcer les liens de l'Union européenne avec les Amériques

De multiples accords commerciaux nous lient déjà avec ce continent : depuis les accords signés avec le Mexique, le Chili et plus récemment avec [le Canada](#), en passant par les négociations avec le Mercosur et enfin le début des négociations avec les États-Unis (Trans-Atlantic Trade and Investment Partnership (TTIP)). L'intensité des liens économiques réciproques notamment en matière d'investissements surpasse de loin toute autre relation. Ces accords économiques se combinent avec de nombreux autres accords ou traités d'importances capitales qui nous lient aux États-Unis et au [Canada](#), notamment sur le plan militaire ([OTAN](#)). La proximité culturelle politique et idéologique est très forte avec ce continent et le renforcement de ces liens devraient renforcer le poids de l'Europe dans le monde et non pas l'affaiblir. Un seul exemple permet d'appuyer ce point de vue c'est l'inquiétude exprimée face à ce projet par la Chine.

L'Europe est inaudible en Asie.

En termes de présence stratégique l'Europe -en dehors du [Proche Orient](#)- ne compte pas en Asie et il est peu probable que cela puisse changer même à long terme.

L'Europe est inaudible en Asie et est perçue, avec une certaine condescendance et un sentiment de revanche vis-à-vis des anciennes puissances coloniales, comme la « Vieille Europe » (que dire alors de [la Chine](#) dans ce cas), une puissance sur le déclin. L'Europe y est au mieux considérée comme une puissance douce (soft power) [3].

En revanche les relations économiques sont déjà intenses et se renforcent sans cesse. Les entreprises européennes bien avant les gouvernements ont saisi l'importance vitale de leur

implantation massive notamment en Chine : désormais la plupart des producteurs automobiles européens –tout comme leurs homologues Japonais ou Américains [4]- produisent et surtout vendent plus de véhicules [en Chine](#) que sur leur marché national. Cependant, ce développement des affaires ne s'est pas accompagné du côté de l'Europe d'un renforcement des liens institutionnels du type de ce que tentent de développer les États-Unis à travers le Trans-Pacific Strategic Economic Partnership (TPP). C'est pourtant dans ce domaine que les progrès sont les plus prometteurs. Il importe de combler le retard de l'Europe. Mais [l'Asie est immense et extraordinairement diverse](#).

Evolution de l'Asie sur le plan géostratégique

L'Asie est **la zone de plus grande fracture du monde** : qu'y a-t-il de commun entre les pays les plus riches (Singapour, Japon) et les plus pauvres du monde (Bangladesh, Laos), entre les géants démographiques et les nains, entre les pays démocratiques et les dictatures communistes, entre les pays de religion islamique, bouddhiste, hindouiste, chrétienne, animiste ou chamanique ?

Les conflits potentiels sont inquiétants : plusieurs puissances nucléaires (officielles ou non) s'y affrontent et la course aux armements (achat de sous-marins et de missiles balistiques en tous genres, sans compter le [premier porte-avion chinois](#)) est extraordinairement intense dans la région.

Ce qui domine la région c'est l'opposition entre les États-Unis garants du statu quo régional et la Chine qui s'affirme de plus en plus comme l'adversaire stratégique des États-Unis qui du coup se rapprochent de [l'Inde](#). Peu ou prou les pays d'Asie oscillent de l'un à l'autre selon leurs intérêts, tout en cherchant à maintenir leur indépendance.

Le Japon et les trois dragons [5] (Corée du Sud, Taiwan, et Singapour) –ainsi que l'Australie et la Nouvelle Zélande - sont fermement liés à l'Occident et singulièrement aux États-Unis, première puissance militaire dans la région et longtemps premier client.

La Chine cherche à s'affirmer comme la super puissance du XXIème siècle et la puissance tutélaire de l'Asie de l'Est.

La Chine à travers cinq mille ans d'histoire à toujours maintenu son intégrité culturelle même lors des invasions mongoles, qu'elle a su absorber. La Chine cherche à s'affirmer comme la super puissance du XXIème siècle et la puissance tutélaire de l'Asie de l'Est. Elle en a les moyens, sa puissance commerciale a fait d'elle le premier partenaire commercial de chaque pays de la zone. Elle tend donc à polariser toute l'attention des pays asiatiques. [Sa progression militaire](#) et surtout économique pour le contrôle et la sécurité de ses approvisionnements en matières premières la met en opposition à l'Occident que ce soit en Asie même, mais aussi [en Afrique](#) et [en Amérique latine](#).

Part des partenaires commerciaux du Japon
(En pourcentage du total de son commerce extérieur)

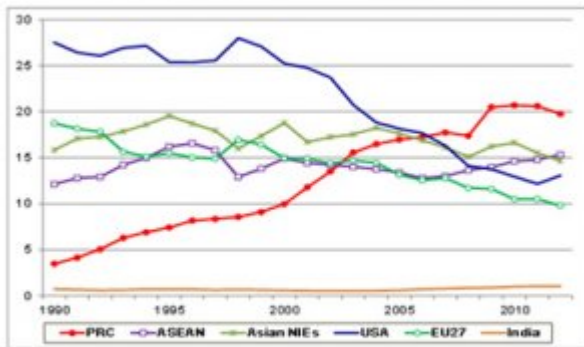


Illustration d'un article de M. Fouquin, UE - Asie : quelles relations ?

Diploweb.com, avril 2014

Sur le plan stratégique la Chine multiplie les incidents ([iles Senkaku/Diaoyu](#), îles Spratley, îles Scarborough, incursion de l'armée chinoise dans le Kashmir Indian territory, îles Natuna etc.). Mais elle montre plus une volonté de s'affirmer et de rappeler ce qu'elle considère comme ses droits de puissance souveraine que de chercher à imposer une solution et évite jusqu'à présent de recourir à la force. C'est pourquoi, sur ces différents problèmes affectant l'Asie, on reste sur le statu quo plus qu'on ne recherche réellement des solutions. Par ailleurs la Chine évite autant que faire se peut l'affrontement simultané sur de multiples fronts et préfère gérer ces conflits un par un, parvenant ainsi à **dissuader ces adversaires de présenter un front commun** [6].

L'**Inde** ne parvient pas à construire une croissance durable, de plus elle fait face à la [défiance du Pakistan](#). Traditionnellement l'Inde reste un pays encore relativement fermé à l'international -son poids économique est dix fois moindre à l'international que celui de la Chine, que ce soit en terme de commerce ou d'investissements internationaux- ce qui limite encore son poids politique dans la région. Elle ne semble pas en mesure d'assurer un leadership régional.

La frénésie du régionalisme commercial : l'ASEAN [7] comme pivot possible entre l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est

La diversité des pays d'Asie, de leurs intérêts et de leur vision du monde retarde la création d'une communauté asiatique large et approfondie, s'approchant, même de très loin, du modèle Européen. Entre ceux qui veulent une union purement asiatique (la Chine notamment) et ceux qui veulent une union transpacifique incluant les Etats-Unis (le Japon par exemple) le compromis ne semble pas pour demain.

L'Asean apparaît -en dépit de sa faiblesse ou peut-être à cause d'elle- comme le pôle le plus acceptable d'organisation d'une communauté économique asiatique.

Au total c'est autour de l'Asean qui n'est dominée par aucun des pays membres, et où se

retrouvent un peu toutes les composantes de l'Asie, que pourrait se construire une telle communauté ouverte. L'Asean apparaît –en dépit de sa faiblesse ou peut-être à cause d'elle– comme le pôle le plus acceptable d'organisation d'une communauté économique asiatique. Plusieurs projets d'accords de libre-échange ont été élaborés. On a estimé quel serait l'impact de ces accords commerciaux selon leur degré d'engagement [8]. D'une manière générale tous les pays sont gagnants, cependant la question agricole apparaît cruciale dans ces accords à la fois du fait de l'importance sociale, plus de 50% de la population vit dans les zones rurales dans les pays les plus pauvres, et économique du secteur pour certains pays, première ressource d'exportation pour le Vietnam par exemple.

Du « Bol de Nouille » au « Sac de Nœud »

Le paradoxe de la situation de [l'Asie](#) tient à ce que les accords multilatéraux ont été décisifs dans le développement du régionalisme asiatique. En effet c'est depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC c'est-à-dire depuis l'engagement pris par la Chine de respecter les codes de bonne conduite en matière de commerce international que l'on a vu fleurir les accords commerciaux régionaux. Les pays comme [le Japon](#) et les quatre dragons étaient plutôt opposés à de tels accords, soutenant la position américaine qui est restée longtemps clairement multilatéraliste. Jusqu'à ce que les Etats-Unis à leur tour s'engagent dans la voie régionaliste avec la signature de l'Accord de Libre-échange du Nord de l'Atlantique (ALENA ou NAFTA en Anglais) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique entré en vigueur en 1994, date de la signature de l'accord portant création de l'OMC : tout un symbole.

Les accords commerciaux régionaux se multiplient

Les accords commerciaux régionaux se multiplient depuis lors ; en juillet 2013 on recensait plus de 575 notifications faites auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce, dont 379 sont entrées en vigueur, dont 61 concernent les pays d'Asie orientale et du Sud. Cette flambée d'accords résulte pour une part de l'échec –échec en dépit de l'accord de Bali qui est plus un accord pour sauver la face qu'un progrès réel du multilatéralisme– des négociations multilatérales engagées dans le cadre du cycle de Doha, négociations qui ont pourtant la faveur de la plupart des économistes parce qu'elles sont non discriminatoires. Ces négociations, qui supposent l'accord de tous les pays membres, soit de plus de 159 pays au mois de mars 2013, s'avèrent impossible à conclure du fait principalement de l'opposition entre pays développés et pays émergents. L'Inde a semble-t-il été le pays le plus hostile à tout accord, tandis que la Chine gardait un profil discret compte tenu des immenses bénéfices qu'elle avait su tirer des accords de l'OMC.

L'autre facteur déterminant de cette frénésie régionaliste a été **l'activisme de la diplomatie économique chinoise**, et celle-ci correspond bien aux intérêts fondamentaux de la Chine qui est le centre mondial de transformation et d'assemblage des matières premières et des composants industriels venus du monde entier et qui de ce fait a besoin de **sécuriser ses relations avec les pays fournisseurs**.

Parmi les accords régionaux les plus importants on peut citer celui de l'AFTA, ASEAN Free Trade Agreement qui concerne les relations entre pays membres et avait pour objectif théorique l'abolition complète des obstacles aux échanges en 2010. On en est très loin aujourd'hui. Ce qui caractérise les accords mettant en présence des pays en développement en Asie c'est que les engagements pris sont plutôt des déclarations d'intention que des actes réels [9]. Dès lors que l'on tente d'introduire des règles contraignantes et un système de sanction comme celui de l'Organisme de Règlement des Différents de l'OMC, il y a blocage. D'où l'impression, dans l'optique des Occidentaux et singulièrement des Américains, que l'on assiste à des marchés de dupes, sauf que tout le monde sait de quoi il retourne.

Autre cause de perplexité est la multitude des accords qui semblent se recouvrir les uns les autres. Dans notre exemple du Vietnam celui-ci est signataire de l'accord entre l'Union européenne et l'Asean d'une part et d'autre part il a signé un accord bilatéral avec cette même Union européenne. De même, comment s'y retrouver entre les accords ASEAN, les accords ASEAN plus trois (Chine, Corée, Japon), et les accords bilatéraux de la Chine avec l'Asean, du Japon avec l'Asean et bien sur de la Corée du Sud avec cette même ASEAN. Dans le même ordre d'idée on a le Comprehensive Economic Partnership for East ASIA (CEPEA) qui est une initiative japonaise pour créer une zone de libre échange entre les 16 pays participants au Sommet Asiatique : c'est-à-dire les 10 pays membres de l'ASEAN, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Initiative quelque bloquée depuis deux ans par les incidents provoqués par la Chine dans les eaux de la mer de Chine. N'oublions pas enfin l'APEC et le tout nouveau TransPacific Partnership dont nous avons déjà parlé dans l'introduction.

Un mille-feuille régionaliste.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini, on a décrit cette situation par le terme de « noodle bowl », en référence au « plat de spaghetti » qui lui est censé décrire l'ensemble des accords signés par l'Union européenne. Dans le cas de l'Asie il me semble que le degré de recouvrement des accords atteint des proportions dantesques, c'est pourquoi j'ai choisi le terme un peu vulgaire de « sac de nœud » qu'on me pardonnera j'espère. Ce **mille-feuille régionaliste** pose problème : son inefficacité et son coût. Son inefficacité car seules les très grandes entreprises ont les moyens de s'informer des différentes réglementations mises en œuvre par ses accords, on y recoure donc peu [10]. Par ailleurs les ressources humaines en professionnels de la négociation commerciale internationale sont rares dans ces pays et sont ainsi gaspillées en vain. Des lors des voix s'élèvent pour préconiser l'élaboration d'un accord global se substituant à tous les autres.

Le choix de l'Europe : compléter le triangle

Deux options s'offrent à l'UE : recherche d'un accord global ou recherche d'accords bilatéraux. Pour l'instant seule cette seconde voie est en activité. Si l'on fait le bilan des efforts américains en faveur d'un accord global (le premier essai -qui a été suivi par d'autres tentatives- est la création de l'Asia Pacific Economic Caucus (APEC) remonte à 1991), il faut bien reconnaître

qu'ils ont échoué jusqu'à présent.

Il semblerait que la seule voie possible soit celle du **salami** : aborder ce continent par pays puis par grandes zones : Moyen Orient/Pays du Golfe, Asie du Sud/Inde, Asie du Sud Est/ASEAN, Asie orientale/Chine/Japon/Corée et enfin la Russie. Pour l'instant l'approche est plutôt du type bilatéral : avec la Corée du sud et Singapour un accord a été signé, et des négociations intenses mais difficiles sont en cours avec le Japon, la Malaisie, le Vietnam, la Thaïlande et l'Inde. Le savoir faire de l'UE en matière de négociations commerciales est un atout important. L'inconvénient de cette approche c'est qu'elle n'échappe pas complètement à l'image du plat de nouilles (noodle bowls). La complexité de chaque accord est telle que les partenaires eux-mêmes hésitent à s'y référer [11]. Cette approche semble avoir dépassée ces limites d'efficience.

A ce stade une approche globale pour l'UE exigerait cependant des moyens considérables qui ne sont probablement pas actuellement à sa portée [12], à moins de redéployer ses efforts sur cet objectif. Ainsi un accord Europe Asie (le Trans Europe Asia Partnership !) compléterait l'accord transatlantique et transpacifique en cours de négociation pour former un triangle structurant de l'économie mondiale et vital pour renforcer pour nos futures relations avec l'Asie.

Pour en revenir aux [questions stratégiques](#), l'Europe présente aussi un atout d'exemplarité : [le modèle européen](#) de résolution des conflits entre les pays membres est une source d'inspiration pour les pays d'Asie : ainsi l'idée même de Communauté Asiatique promue par les pays de l'ASEAN est née en référence à l'Union européenne. Cependant, dans ce domaine, l'héritage historique européen est très spécifique entre des pays qui ont reconnu leurs erreurs dramatiques et ont compris qu'en acceptant de limiter leur souveraineté ils s'offraient une garantie de paix. Au contraire **les pays d'Asie qui sont la plupart du temps des victimes de l'impérialisme occidental (même le Japon, occupé un temps par les Etats-Unis qui lui ont imposé sa constitution, partage ce sentiment) ne sont pas près à renoncer à leur souveraineté**. La Chine sait aussi s'employer à diviser ces pays.

Copyright Avril 2014-Fouquin/Diploweb.com

Plus

Voir tous les articles du Diploweb sur [l'Asie](#) et [l'Union européenne](#), puis les cartes sur [l'Asie](#) et [l'Union européenne](#).

Bibliographie

. Mohamed Hedi Bchir, [Michel Fouquin](#) , *Economic Integration in Asia : Bilateral Free Trade Agreements Versus Asian Single Market*, CEPII Working Paper, N°2006-15, October 2006.

. Sanchita Basu Das, *Asia's Regional Comprehensive Economic Partnership*, ISEAS, 2012

- . Sanchita Basu Das, Jayant Menon, Rodolfo Severino and Omkar Lal Shrestha, *The ASEAN Economic Community : a Work in Progress*, ISEAS Publishing, 2013.
- . Hector Calvo-Pardo, Caroline Freund and Emanuel Ornelas, *The ASEAN Free Trade Agreement : Impact on Trade Flows and External Trade Barriers*, World Bank, Policy Research Working Paper n°4960, June 2009.
- . Siow Yue Chia, *Regional Trade Policy Cooperation and Architecture in East Asia*, ADBI Working Paper Series, n°191, February 2010.
- . François Godement, *Divided Asia : the implications for Europe*, European council on Foreign Relations, Policy Brief n°91, Novembre 2013.
- . Masahiro Kawai et Ganeshan Wignaraja, *Asia's Free Trade Agreements : How is Business Responding ?*, A joint publication of the ADB and ADB institute with Edward Elgar Publishing, 2011
- . Masahiro Kawai and Ganeshan Wignaraja, *Asian FTAs : Trends, Prospects, and Challenges*, ADB Economics Working Paper Series No. 226, October 2010.
- . Timothy Snyder, *des idées fausses et dangereuses*, Le Monde du 21.02.2014
- . *Tracking Asian Integration*, database on regional integration, maintained by ADB, Asia Regional Integration Center, aric.adb.org, 2014.
Copyright Avril 2014-Fouquin/Diploweb.com

P.-S.

Conseiller scientifique au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) et professeur à la Faculté des Sciences Sociales et Economiques (FASSE).

Notes

[1] L'Eurasie comme base d'un modèle conçu comme alternatif au modèle de l'Union européenne voire plus largement comme opposé au modèle anglo-saxon, nous semble irréaliste voire dangereux (voir Timothy Snyder, *des idées fausses et dangereuses*), comme les événements Ukrainiens en apportent l'illustration dramatique. La Russie et l'Asie centrale sont donc laissées de côté dans cet exposé. NDLR : Timothy Snyder est un historien américain, né en 1969, docteur de l'université d'Oxford, aujourd'hui professeur à Yale, où il enseigne l'histoire de l'Europe centrale et orientale. Il collabore régulièrement à la « New York Review of Books ». Auteur du « Prince rouge. Les vies secrètes d'un archiduc de Habsbourg » (Gallimard, 2013), son livre « Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline » (2010), a été un best-seller aux Etats-Unis. Il a été traduit en français aux éditions Gallimard, en 2012, et a reçu le Prix du livre d'histoire de l'Europe en 2013. Source : Le Monde, 21 février 2014.

[2] En 2014, deux tiers des marines américains sont positionnés dans la région. Au Japon (40 000 hommes), en Corée du Sud (28 000), à Guam (océan Pacifique) et à Diego Garcia (océan Indien). La Septième flotte des USA est basée dans le Pacifique entre 60 et 70 bateaux (dont deux porte-avions) et entre 200 et 300 avions. L'armée américaine est la première puissance militaire en Asie-Pacifique très loin devant la Chine.

[3] Seuls le Royaume-Uni et la France conservent une présence militaire dans le Pacifique.

[4] General Motors a été sauvé de la faillite en 2008 grâce à l'aide fédérale et surtout grâce à ses investissements [en Chine](#). Ce pourrait être aussi le salut pour PSA.

[5] Bien entendu Hong-Kong (HK) fait partie intégrante de la Chine mais conserve un régime politique et économique très autonome, proche des régulations occidentales. Jusqu'à présent la Chine n'a pas réussi à concurrencer HK notamment en matière financière malgré le projet depuis 1978 01/04/2014 de faire de Shanghai son successeur.

[6] François Godement, 2013.

[7] Association of South East Asian Nations (ASEAN ou ENSEA en Français) : Indonésie, Thaïlande, Philippines, Malaisie, Singapour créent cette structure en 1967 durant la guerre du Viet Nam, rejoint tout d'abord par Brunei, puis par le Viet Nam, le Cambodge, le Myanmar et enfin par le Laos dans les années quatre vingt dix.

[8] Mohamed Hedi Bchir, Michel Fouquin, 2006.

[9] SANCHITA BASU DAS, JAYANT MENON, RODOLFO SEVERINO AND OMKAR LAL SHRESTHA, 2013.

[10] Masahiro Kawai et Ganeshan Wignaraja, 2010.

[11] Masahiro Kawai et Ganeshan Wignaraja 2011

[12] Au niveau politique l'ASEM (Asia Europe Meeting) réunit tous les deux ans depuis 1996 les chefs d'états asiatiques et européens. Au départ il s'agissait des pays membres de l'ASEAN plus trois et de pays de l'Union européenne, cercle qui s'élargit de plus en plus à chaque session pour discuter de sécurité de politique, de sécurité, d'économie, d'éducation et de culture.